

## Offre de stage M2

**Intitulé : Evaluation du coût public des subventions aux pesticides pour renseigner la transition agroécologique**

**Date de clôture :** 27 Mars

**Dates du stage :** 6 mois

**Contexte :** Le contexte de révélation croissante des coûts d'usages des pesticides chimiques dans la santé publique, l'environnement (biodiversité, dépollution...) qui sont un intrant majeur de l'intensification agricole questionne la connaissance des subventions (directes indirectes) qui soutiennent l'industrie phytosanitaire et sont un verrou potentiel à la transition agroécologique. Ces coûts publics devraient être mis en regard avec les coûts sociétaux (santé, environnement). Par ailleurs ils structurent pour les agriculteurs, les entreprises de services une rentabilité plus élevée de technologies basées sur pesticides par rapport aux technologies alternatives agroécologiques. En corolaire la concentration croissante de l'industrie phytosanitaire mondiale conduit à un éclatement des chaînes de valeurs entre les lieux de production dans les pays émergents (Chine Inde) et les lieux de captation et gestion de la valeur dans les zones défiscalisées, non contrôlables par les politiques publiques nationales. La conséquence en est un « paradoxe » dans la baisse constatée (projet Pretag) du prix des pesticides à l'échelle mondiale, l'accroissement de leur coût sociétale, et les difficultés de régulations publiques sur des firmes globales. Les conséquences potentielles sont aussi une disjonction entre la demande sociétale de régulation des pesticides et la croissance des inégalités sociales : entre pays nord et sud, à l'intérieur des pays, entre : ceux qui peuvent s'affranchir des risques par une consommation biologique et ceux qui s'approvisionnent à moindre coût exposent leur santé, entre les agriculteurs dans le choix des technologies. Ces tensions nourrissent la crise sociale et politique de l'agriculture européenne actuelle. Ce contexte paradoxal, et ses conséquences sociétales conduisent les politiques publiques à des instabilités (stop-and go) de gouvernance dans la gestion de la transition agroécologique pour réduire l'usage des pesticides chimiques et des risques sanitaires liées dans l'agriculture, l'alimentation et l'environnement. Il s'ensuit qu'une réduction techniquement activable est économiquement et socialement peu faisable sans réduction des asymétries de compétitivité, dont les subventions aux pesticides sont un élément majeur. Ce verrouillage de la transition est peu connu au regard de la dispersion des subventions entre différents niveaux de gouvernance des politiques publiques, de la difficulté de différencier la nature directe et indirecte des subventions, la complexité d'analyse que pose la globalisation des chaînes de valeur phytosanitaires.

**Descriptif : L'objectif de ce stage est polarisé par trois questions complémentaires.**

Quel est l'état de lieux des politiques de subventions (natures, montants, évolutions..) aux pesticides chimiques aux niveaux : global, régional, local et les coûts liés pour les budgets publics de ces subventions de soutiens ?

Quelles sont les différents niveaux de structuration des subventions entre les politiques régionales dans les pays industriels (Union Européenne, Etat Unis, Asie..) et nationales (plan Ecophyto..), les Organismes internationaux (BM, ONUDI...) les fondations privées (Gate, Farm....) et quels sont les interactions de gouvernance entre ces niveaux ?

Comment ces subventions impactent sur l'industrie phytosanitaire en terme de rentabilité pour la production de pesticides chimiques (au regard d'autres alternatives : biocontrôle, agroécologie) et en quoi cette rentabilité crée des sources de valeur non imposables ?

Comment la mise en transparence des connaissances précédentes pourrait renseigner et mettre en responsabilité sociétale les acteurs des politiques de subventions aux pesticides au regard du besoin

d'un accompagnement économique de la transition agroécologique ? La réponse intégrée à ces questions devant identifier les leviers centraux pour les politiques publiques et leur synchronisation à différents niveaux pour accompagner la transition agroécologique de l'agriculture.

### **Déroulement du stage :**

Le stage de 6 mois se déroulera en quatre phases.

D'abord sur 1,5 mois une exploration bibliographique (scientifique mais surtout littérature grise : rapports, plans, programmes, projets en liens avec la question pesticide) pour catégoriser les soutiens et subventions selon leur nature (prêts, dons..) la dimension directe ou indirecte (régulatoire), la temporalité, les fonctions et les principaux bénéficiaires . Plusieurs niveaux d'analyse seront pris en compte dont la liste sera solidifiée par une typologie fonctionnelle : grands bailleurs et organismes internationaux (ONUDI, FAO..), Banques Internationales de Développement (Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement, Banques asiatiques), Agences de coopérations : AFD, USAID, GTZ, Fondations : Bil gate..). A l'issue de cette phase un cadre méthodologique d'enquête sera mis en place pour la deuxième phase.

La deuxième phase de 1,5 mois impliquera des enquêtes ciblées auprès de personnes ressources travaillant dans les organismes sur cités pour expliciter les mécanismes d'attributions et d'impacts en terme de création et de répartition de la valeur dans l'industrie phytosanitaire. Les enquêtes pourraient avoir lieu dans les principaux pays où se localisent les firmes du secteur pesticide en Europe : Allemagne, France, Belgique et Suisse. Le réseau d'enquêtes sera fait en lien avec le comité de suivi. La troisième phase 1,5 mois conduira à l'analyse, la quantification des différentes subventions du point de vue des coûts qu'elles représentent pour les budgets publics.

La dernière phase 1,5 mois conduira à présenter des résultats préliminaires auprès d'acteurs de la société civile : BASIC ou membres de la fondation FARM (entreprises) et à l'écriture du rapport et la proposition d'un article collectif et d'un policy brief ou note de perspective politique.

Une réunion mensuelle du comité de suivi pilotera les orientations générales et le suivi des travaux.

Les cadres conceptuels et méthodologiques mobiliseront les référentiels d'analyse des chaînes de valeur et de gouvernance des politiques publiques d'innovation.

**Niveau d'études :** Master 2

**Profil du stagiaire** (*aptitudes, compétences souhaitées*) :

Etudiant en Master 2 en Economie ou Sciences politiques - Formations et expériences en liens avec l'agriculture appréciées. Facilités informatiques dans le management des bases de connaissances et d'informations globales.

Capacités relationnelles à faire des enquêtes en face à face auprès d'acteurs, d'entreprises et de politiques. Capacités d'autonomie et motivations pour le sujet.

Pratiques de l'anglais (parlé, lu) indispensables. Pratiques d'autres langues : espagnol, anglais, chinois appréciées. Intérêt potentiel pour poursuivre en thèse

**Contraintes du stage :** Travail sur écran -

**Lieu :** (Ville, Pays) : Le stage sera principalement réalisé à Montpellier avec des missions d'enquêtes potentielles dans les principaux pays à Paris, Bruxelles (commission européenne) en Suisse et peut être Allemagne.

**Renseignements sur le stage :** Contacts et coordonnées pour votre candidature :

Prénom Nom : ludovic.temple@cirad.fr

Unité de recherche - Intitulé en entier (facultatif) : UMR Innovation

Adresse (facultatif) : 73 rue JF Breton 34398 Montpellier

Tél. : +33 06 67 99 62 57 - Courriel : ludovic.temple@cirad.fr

**Gratification et avantages :**

*Gratification est de 4,35 € / heure de présence effective en 2024 = 700 €/mois + Restaurant d'entreprise.*